

**Nations unies - Syrie - Volet
humanitaire - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès du conseil de sécurité
des Nations unies**

(New York, 30 janvier 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie Ursula Mueller pour son exposé très complet et souhaite réitérer ici le plein soutien de la France aux propositions du secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Mark Lowcock, que Madame Mueller vient de rappeler. Je souhaiterais exprimer également les graves préoccupations de mon pays face aux derniers développements sur la situation humanitaire en Syrie.

Plusieurs points nous paraissent particulièrement inquiétants :

(i) D'abord, la situation extrêmement critique des populations de la Ghouta orientale, toujours assiégées et privées de l'assistance humanitaire et des évacuations médicales dont elles ont besoin, et l'escalade dans la violence, en particulier dans la région d'Idlib ;

(ii) Ensuite, les attaques contre les hôpitaux, les structures de santé et les atteintes aux soins de santé, ainsi que les restrictions persistantes à l'accès humanitaires en Syrie, qui sont inadmissibles et se sont encore accentuées ces dernières semaines, privant les populations civiles de l'accès aux ressources essentielles dont elles ont un besoin vital.

ÿ partir de là, trois éléments principaux :

1. D'abord, nous sommes particulièrement inquiets de l'escalade en cours dans la Ghouta orientale et dans la région d'Idlib, qui aggrave encore la détresse des populations concernées.

Dans la Ghouta orientale, 400.000 civils sont victimes de bombardements quasi quotidiens par le régime et ses alliés.

Selon l'OMS, environ 750 personnes sont toujours en attente d'une évacuation médicale d'urgence dans la Ghouta orientale. Depuis le 30 décembre dernier, plus aucun blessé n'a pu être transféré en dehors de cette zone pour y être soigné. 21 autres n'ont pas pu attendre un jour supplémentaire et sont décédés des suites de leurs blessures.

Il est de la responsabilité du régime syrien, faut-il le rappeler, faut-il le marteler, de permettre que ces évacuations médicales aient lieu sans délai.

La situation dans le sud d'Idlib et dans le nord de Hama est également très préoccupante : les bombardements se poursuivent et ont causé le déplacement de près de 250.000 civils au cours du mois écoulé. Plus de 33 civils auraient été tués en moins de 24 heures. La ville de Saraqab a été bombardée hier matin. Ces frappes ont touché le marché de la ville, causant plus de 11 morts et de nombreux blessés. Une heure plus tard, c'est l'unique hôpital public du district, un hôpital soutenu par l'ONG Médecins sans frontières, qui a été atteint, causant la mort de 5 personnes dont un enfant, et blessant 6 personnes dont des personnels de santé.

La France, Monsieur le Président, condamne avec la plus grande fermeté les attaques contre les personnels de santé et les infrastructures médicales, ainsi que les bombardements indiscriminés opérés ces dernières semaines par le régime syrien contre les civils de la Ghouta orientale et dans les zones habitées de la province d'Idlib. Elle rappelle que les bombardements indiscriminés et l'usage d'armes incendiaires contre les civils constituent des violations graves du droit international humanitaire et pourraient constituer à ce titre des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité.

Il est primordial et urgent de mettre immédiatement un terme aux bombardements à Idlib et au siège de la Ghouta orientale. Les garants d'Astana ont pris la responsabilité de superviser sa mise en oeuvre : nous en appelons donc à ces Etats pour qu'ils imposent effectivement au régime syrien l'arrêt complet des hostilités et le respect des principes et règles de base du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

2. Le deuxième constat, particulièrement alarmant, est la dégradation des accès humanitaires ces dernières semaines en Syrie.

Nous l'avons répété à plusieurs reprises dans cette enceinte, la situation humanitaire ne pourra s'améliorer sans un accès humanitaire complet, sans entraves, sécurisé et permanent de l'aide distribuée par les Nations unies et leurs partenaires. Le régime continue pourtant de mettre des obstacles inacceptables à l'acheminement de l'aide humanitaire. Les autorités syriennes n'ont pas autorisé un seul convoi inter-agences depuis plusieurs semaines.

La France condamne cette attitude inacceptable et réitère son appel à assurer un accès sûr et sans entraves des Nations unies et de leurs partenaires humanitaires aux civils sur l'ensemble du territoire syrien. Le droit de la population syrienne à l'assistance humanitaire et à la protection doit être respecté sans condition.

Le Conseil de sécurité, Monsieur le Président, ne peut rester silencieux face à ces violations récurrentes du droit international humanitaire, qui appellent une réaction forte de ce Conseil.

3. J'aborderai enfin le décalage criant entre la violence qui perdure sur le terrain en Syrie et les offensives diplomatiques qui cherchent à faire l'impasse sur cet état de fait.

Nous savons que seule une solution politique inclusive établie sous les auspices des Nations unies, mettant en place une transition politique dans le cadre de la résolution 2254, viendra achever de manière durable et crédible les souffrances du peuple syrien.

Or, le régime poursuit sa politique d'obstruction méthodique et délibérée, comme nous l'avons vu à nouveau lors de la session de négociations qui s'est tenue à Vienne les 25 et 26 janvier.

Dans ce contexte, plus que jamais, nous devons soutenir les Nations unies et la médiation onusienne à Genève, et, plus que jamais, nous devons éviter toute solution temporaire, décidée sans l'opposition, irréaliste car sans rapport avec les aspirations de tous les Syriens. Il incombe aux pays qui soutiennent le régime, en premier lieu la Russie et l'Iran, d'exercer les pressions nécessaires pour que le régime mette fin à cette stratégie négative et irresponsable.

Ne nous y trompons pas, il ne pourra y avoir de transition politique négociée en Syrie sans un cessez-le-feu complet, sans un accès humanitaire sur tout le territoire et sans l'établissement d'un environnement neutre ramenant la confiance et la sécurité pour tous les Syriens.

Quel crédit accorder à un régime qui intensifie les bombardements à Idlib, empêche les évacuations médicales dans la Ghouta orientale et n'autorise aucun convoi humanitaire? Quel crédit accorder à des efforts diplomatiques dénués d'assurances concrètes et de toute amélioration significative et durable de la situation humanitaire à Idlib et dans la Ghouta orientale? Nous rappelons que l'aide humanitaire est inconditionnelle et apolitique. Nous demandons donc urgemment à en voir la preuve sur le terrain.

Dans ce contexte, voilà la position que la France entend continuer à défendre dans les semaines à venir, conformément au communiqué de Genève : l'établissement d'un environnement neutre, qui doit se décliner notamment à travers la levée des sièges, l'arrêt des hostilités, l'échange de prisonniers, le désarmement chimique, tout cela sous supervision internationale, afin de permettre une véritable réforme constitutionnelle et la tenue d'élections libres.

C'est le seul moyen de mettre durablement un terme à la souffrance des Syriens, et d'ouvrir la voie à une solution politique inclusive en Syrie, au service de tous les Syriens. C'est pourquoi nous continuerons d'apporter tout notre soutien au processus issu de la résolution 2254 de ce conseil et tous nos efforts pour rassembler le conseil en ce sens.

Je vous remercie./.